

ANNEXE
AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Documentation à transmettre au SEO

	Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire (en application de l'article R.2143-9 du code de la commande publique)
	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices (<i>les entreprises nouvelles fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création</i>).
	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
	Déclaration relative aux moyens (moyens, matériels, équipements techniques) dont le candidat dispose pour l'exécution du marché.
	La présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant approximatif, l'année et selon les principaux destinataires publics ou privés. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire, ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
Mémoire technique comprenant les éléments suivants :	
	Le descriptif des contrôles effectués et des précautions prises pour garantir la qualité du produit jusqu'à la livraison finale (informations sur les laboratoires auxquels il a recours ...).
	Certificats de qualité de produit pouvant être fourni dans le cadre des prestations demandées.
	Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.
	Pour les lots 1 à 6, le document portant attribution du logo « objectif CO2 » délivré par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ainsi que le plan d'action relatif à la charte d'engagements volontaires de réduction des émissions de CO2 des transporteurs de marchandises, dans le cas où la société adhère à la charte.
	Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
	Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager la société
	Relevé d'identité bancaire ou postal
Acte d'engagement et son annexe	
	Acte d'engagement indiquant l'ensemble des lots pour lesquels la candidature est présentée, et son annexe.
Candidature sous forme de Document unique de marché européen (DUME)	
	<p>La partie A : Aptitude</p> <ul style="list-style-type: none"> - inscription sur un Registre du Commerce <p>La partie B : Capacités économiques et financières</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre d'affaires annuel « général » des trois derniers exercices ; - chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois derniers exercices ; - une assurance contre les risques professionnels ;

	<p>La partie C : Capacités technique et professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - description des principales livraisons effectuées sur les trois dernières années ; - indication sur assistance par des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de la qualité ; - description des équipements techniques et les mesures employées pour assurer la qualité ; - description des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement mise en œuvre par le candidat ; - les effectifs moyens annuels ; - description de l'outillage, matériel et équipement technique utilisée pour l'exécution du marché ; - certificats établis par des instituts chargés du contrôle de la qualité. <p>La partie D : Dispositifs d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale</p> <ul style="list-style-type: none"> - détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité. <p>Il est obligatoirement transmis par voie électronique.</p>
Candidature hors Document unique de marché européen (DUME)	
	<p>Lettre de candidature ou formulaire DC1, ou équivalent, dûment rempli et daté, <i>téléchargeable à partir du lien http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat</i></p>
	<p>Déclaration sur l'honneur du candidat indiquant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*). <p>(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.</p>
	<p>Déclaration du candidat ou formulaire DC2, ou équivalent, dûment rempli et daté, <i>téléchargeable à partir du lien http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat</i></p> <p>En cas d'entreprise créée depuis moins de trois ans, le candidat fournit une déclaration appropriée de l'organisme bancaire dont il dépend, attestant de sa crédibilité financière, nécessaire à la bonne exécution du SAD.</p>
Niveaux minimaux requis	
	<p>Niveaux <u>minimaux</u> requis pour chaque lot : (ces éléments pourront être prouvés par tout moyen)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour les lots par camion-citerne civil</u> (lots n° 1 à 6) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Être en mesure de fournir le produit demandé par voie routière, conformément aux spécifications techniques, en respectant les règles environnementales et sécuritaires en vigueur. ○ Être en mesure de livrer par gravité en dépôt d'infrastructure. • <u>Pour le lot par camion-citerne</u> (lot n° 7) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Être en mesure de fournir du produit en régime « en droits suspendus » « à l'acquitté » ou « à l'acquitté par le repreneur », de rédiger les documents d'accompagnement et de pouvoir fonctionner sous le régime de la tierce procuration. ○ Fournir une indication quant à sa capacité ou non à accueillir les camions non équipés de système de récupération de COV.